Conseil d'Etat — Raad van State
24 SEPT. 1953
Bureau coordination

VVV. - 1 - L.3731/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 18 juillet 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant l'attribution du grade honoraire et l'autorisation de porter le titre honorifique du dernier grade", a donné le 11 août 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 18e Juli 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het verlenen van de eregraad en de machtiging om de eretitel van de laatste graad te dragen", heeft de 11e Augustus 1953 het volgend advies gegeven:

Le projet est relatif à l'attribution du grade honoraire et à l'autorisation de porter le titre honorifique du dernier grade.

Il résulte du rapport au Roi précédant le projet que l'un des buts poursuivis par celui-ci consiste à réserver à l'avenir l'attribution d'un grade honoraire aux officiers de l'active, à l'exclusion des officiers de réserve.

L'attribution d'un grade honoraire aux officiers de réserve est actuellement réglée par voie réglementaire, sauf en ce qui concerne les officiers de réserve spécialistes commissionnés à un grade.

L'article 5 de la loi du 6 juillet 1935 instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée dispose : "Les officiers de réserve spécialistes commissionnés à un grade peuvent, au moment où ils sortent par limite d'âge des cadres de réserve, obtenir le grade de réserve honoraire immédiatement supérieur à celui dont ils étaient revêtus par commissionnement. Ce grade de réserve honoraire est accordé dans les conditions prévues pour l'octroi de ce grade aux officiers de réserve".

Du fait que, d'une part, le projet supprime toutes dispositions réglementaires fixant l'attribution d'un grade honoraire aux officiers de réserve et que, d'autre part, la disposition légale précitée accorde le bénéfice du grade honoraire

.../...

aux officiers de réserve spécialistes commissionés, mais en se référant aux conditions prévues pour l'octroi de ce grade aux officiers de réserve, naît une situation anormale à laquelle le Conseil d'Etat estime qu'il devrait être remédié par le dépôt d'un projet de loi abrogeant ou adaptant l'article 5 de la loi du 6 juillet 1935.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 1er du projet, l'une des conditions requises pour obtenir le grade honoraire est d'avoir accompli dans le dernier grade effectif la durée minimum de service fixée par les lois sur la position et l'avancement des officiers.

Cette disposition peut donner lieu au doute quant au point de savoir si un officier commissionné au grade est autorisé à supputer le temps passé en cette qualité pour le calcul de cette durée minimum.

L'arrêté royal du 30 mai 1953 relatif à l'officier commissionné au grade en vertu de la loi du 10 avril 1953 a pris soin de régler par une disposition explicite cette question.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait souhaitable d'introduire une disposition du même genre dans le projet afin de la rendre applicable à tous les officiers commissionnés.

\+

\+ +

L'article 5 du projet reproduit à peu près textuellement une disposition figurant dans les lois sur la position et l'avancement des officiers des forces armées.

Comme il n'est pas souhaitable de voir reprendre sous forme réglementaire des dispositions légales, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'omettre cet article.

\+

\+ +

L'article 6 du projet est incomplet en tant qu'il énumère les officiers qui peuvent demander l'autorisation de porter le titre honorifique. Il omet de mentionner les officiers de complément et les officiers auxiliaires.

Comme il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de priver ces derniers du bénéfice de cette disposition, il y a lieu de les comprendre dans l'énumération des officiers, prévue à cet article.

\+

\+ +

L'article 8 du projet règle les préséances des officiers aux cérémonies officielles.

.../...

Il sort du cadre du projet de régler la préséance entre les officiers en activité de service et entre ces officiers et les officiers de réserve. Ces préséances résultent en effet de divers autres arrêtés.

Quant aux officiers pensionnés, aux officiers à titre honorifique et aux officiers honoraires, le projet omet de régler la préséance au cas où deux ou plusieurs officiers ont le même grade et appartiennent à la même catégorie.

Le Conseil d'Etat propose à cette fin un texte qui s'inspire des dispositions en vigueur pour les officiers de l'active.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 12 du projet, l'arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Le projet omet de prévoir le cas des demandes de grade honoraire introduites avant l'entrée en vigueur du nouvel arrêté sur lesquelles il n'aurait pas été statué.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il conviendrait de régler par une disposition explicite ce cas. Il propose un texte à cette fin.

\+

\+ +

.../...

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AU GRADE HONORAIRE ET AU TITRE HONORIFIQUE DU DERNIER GRADE DES OFFICIERS DES FORCES ARMEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 20;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, notamment l'article 24;

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, notamment l'article 24;

Vu la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, notamment l'article 19, 1°;

.../...

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1952 fixant la limite d'âge des officiers de réserve des forces armées;

Vu l'arrêté royal du 30 mai 1953 relatif à l'officier commissionné au grade en vertu de la loi du 10 avril 1953, notamment l'article 9;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Un grade honoraire peut être accordé à l'officier des cadres actifs ou du cadre de complément qui a été admis à la pension de retraite par limite d'âge ou qui a cessé de faire partie de ces cadres pour inaptitude physique, s'il en fait la demande et s'il réunit les conditions suivantes :

1° s'être montré digne d'obtenir ce grade;

2° avoir accompli dans le dernier grade effectif la durée minimum de service fixée par les lois sur la position et l'avancement des officiers pour pouvoir être promu au grade immédiatement supérieur. Le temps passé en qualité d'officier commissionné à un grade n'est pas pris en considération pour l'octroi d'un grade honoraire supérieur à celui qui a été octroyé par voie de commission;

.../...

3° être en ordre utile d'ancienneté à l'égard des officiers de l'active de son arme, service ou catégorie;

4° avoir atteint la limite d'âge prévue pour les officiers des cadres de réserve de son grade.

Article 2.-

Le passage dans la subdivision de capitaine commandant, capitaine en premier, lieutenant de vaisseau de 1ère classe ou lieutenant technicien de 1ère classe honoraires peut être accordé au capitaine, au lieutenant de vaisseau ou au lieutenant technicien qui en fait la demande et qui réunit les conditions prévues à l'article 1er, 1°, 3° et 4°.

Article 3.-

Un grade honoraire n'est accordé que si le grade est prévu par les arrêtés pris en exécution des lois fixant le cadre des officiers en activité, pour l'arme, le service, la catégorie ou le cadre dont l'intéressé faisait partie au moment où il a quitté les cadres actifs ou le cadre de complément.

Toutefois, le grade de major honoraire peut être accordé aux capitaines d'administration de la force terrestre et le grade de lieutenant colonel honoraire aux anciens majors passés dans le cadre des officiers secrétaires par suite d'inaptitude physique résultant de blessures de guerre, pour autant qu'ils satisfassent aux conditions prévues à l'article 1er.

.../...

Article 4.-

Un officier ne peut faire l'objet que d'une seule promotion à titre honoraire.

Article 5.-

Les officiers des cadres actifs, les officiers du cadre de complément, les officiers auxiliaires, ainsi que les officiers de réserve qui cessent d'appartenir aux forces armées, peuvent être autorisés à porter le titre honorifique de leur dernier grade, s'ils en font la demande et s'ils s'en sont montrés dignes.

Article 6.-

L'officier titulaire d'un grade honoraire ou porteur du titre honorifique de son dernier grade ne peut en faire état sans en spécifier le caractère.

Sauf autorisation du Ministre de la Défense nationale, il ne peut faire état de ce grade ni dans des publications, ni dans l'exercice de d'activités à caractère politique ou commercial.

Article 7.-

Aux cérémonies officielles, les officiers à titre honorifique et honoraires prennent rang après les officiers en activité de service et de réserve et après les officiers pensionnés de même grade.

La préséance entre les officiers à titre honorifique et honoraires du même grade s'établit comme suit :

.../...

officiers des cadres actifs à titre honorifique;
officiers de complément à titre honorifique;
officiers auxiliaires à titre honorifique;
officiers de réserve à titre honorifique;
officiers des cadres actifs honoraires;
officiers de complément honoraires;
officiers auxiliaires honoraires;
officiers de réserve honoraires.

La préséance entre les officiers pensionnés, les officiers à titre honorifique et les officiers honoraires de même grade et de la même catégorie, est déterminée par leur ancienneté dans le dernier grade effectif.

En cas d'égalité d'ancienneté de grade, il est tenu compte de l'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur.

Article 8.-

Le grade honoraire et l'autorisation de porter le titre honorifique peuvent être retirés par Nous, sur proposition du Ministre de la Défense nationale, à l'officier qui ne se montrerait plus digne de le porter ou qui ne se conformerait pas à l'article 6.

Article 9.-

Sont abrogés :

1° l'article 30 de l'arrêté royal du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve;

2° l'arrêté du Régent du 7 décembre 1946 relatif au grade honoraire des officiers de l'armée, modifié par les arrêtés du Régent des 27 janvier 1947, 16 octobre 1947 et 9 juillet 1949.

Article 10.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, l'arrêté du Régent du 7 décembre 1946 reste applicable aux demandes d'obtention d'un grade honoraire introduites avant la publication du présent arrêté au Moniteur belge et sur lesquelles il n'aurait pas été statué.

Article 11.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp heeft betrekking op de eregraad en op de machtiging en de eretitel van de laatste graad te voeren.

Uit het verslag aan de Koning bij het ontwerp blijkt, dat een der doeleinden van dit ontwerp is, eregraden in de toekenst alleen toe te kennen aan officieren van het actief kader, met uitsluiting van de reserveofficieren.

De toekenning van een eregraad aan reserveofficieren is thans bij verordening geregeld, behalve wat betreft de tot een graad aangestelde reserveofficieren specialisten.

Artikel 5 van de wet van 6 Juli 1935 waarbij de toekenning van graden bij aanstelling in de reservekaders van het leger wordt ingevoerd, bepaalt: "De tot een graad aangestelde reserveofficieren specialisten kunnen op 't ogenblik dat zij wegens grensleeftijd uit de reservekaders treden, de erereservegraad bekomen die onmiddellijk hoger is dan die waarmede zij bij aanstelling waren bekleed. Deze erereservegraad wordt verleend onder de voorwaarden die voor het toekennen van deze graad aan de reserveofficieren worden voorzien ".

Het feit dat enerzijds het ontwerp alle reglementsbepalingen betreffende de toekenning van een eregraad aan reserveofficieren opheft, en dat anderzijds de zoëven aangehaalde wetsbepaling de toekenning van de eregraad aan aangestelde reserveofficieren specialisten mogelijk maakt, maar zulks onder verwijzing naar de voorwaarden inzake toekenning

.../...

van die graad aan de reservevofficieren, brengt een abnormale toestand teweeg, die volgens de Raad van State moet verholpen worden door het indienen van een ontwerp van wet tot opheffing of aanpassing van artikel 5 van de wet van 6 Juli 1935.

\+

\+ +

Luidens artikel 1 van het ontwerp is één der voorwaarden om de eregraad te bekomen, dat in de laatste activiteitsgraad de minimumdiensttijd is volbracht, welke vastgesteld is bij de wetten op de stand en de bevordering der officieren.

Bij deze bepaling is twijfel mogelijk over de vraag, of een tot de graad aangestelde officier gemachtigd is om de in die hoedanigheid doorgebrachte tijd te doen tellen bij de berekening van die minimumduur.

In het koninklijk besluit van 30 Mei 1953 betreffende de krachtens de wet van 10 April 1953 tot de graad aangestelde officier, is er zorg voor gedragen dat dit vraagstuk in een uitdrukkelijke bepaling word geregeld.

De Raad van State acht het wenselijk, in het ontwerp een soortgelijke bepaling op te nemen, zodat zij op alle aangestelde officieren toepasselijk zou zijn.

\+

\+ +

.../...

Artikel 5 is een vrijwel letterlijke herhaling van een bepaling uit de wetten op de stand en de bevordering der officieren van de krijgsmacht.

Daar het niet wenselijk is, wetsbepalingen over te nemen onder de vorm van reglementsbepalingen, adviseert de Raad van State dit artikel te schrappen.

\+

\+ +

Artikel 6 van het ontwerp is onvolledig in de opsomming van de officieren die de toelating tot het voeren van de eretitel kunnen vragen. Overgeslagen zijn de officieren van het aanvullingskader en de hulpofficieren.

Daar het niet de bedoeling van de Regering is, deze officieren niet voor die bepaling in aanmerking te laten komen, dienen zij onder de in dat artikel gegeven opsomming te worden vermeld.

\+

\+ +

Artikel 8 van het ontwerp regelt de voorrang der officieren bij officiële plechtigheden.

Het valt buiten het raam van het ontwerp, voorzieningen te treffen inzake voorrang onder officieren in werkelijke dienst, en onder die officieren en reserveofficieren. Deze voorrang blijkt immers uit verschillende andere besluiten.

.../...

Wat betreft de gepensionneerde officieren, de officieren eershalve en de ereofficieren, verzuimt het ontwerp de voorrang te regelen ingeval twee of meer officieren dezelfde graad hebben en tot dezelfde categorie behoren.

De Raad van State stelt met het oog daarop een tekst voor in de geest van de voor de officieren van het actief kader geldende bepalingen.

\+

\+ \+

Luidens artikel 12 van het ontwerp treedt het besluit in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Het ontwerp houdt geen rekening met het geval, dat over aanvragen tot het bekomen van een eregraad, ingediend vóór de inwerkingtreding van het nieuwe besluit, nog geen uitspraak zou zijn gedaan.

De Raad van State adviseert, dit geval uitdrukkelijk te regelen en stelt daartoe een tekst voor.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp opmerkingen over de vorm te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE EREGRAAD EN DE ERETITEL VAN DE LAATSTE GRAAD DER OFFICIEREN VAN DE KRIJGSMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, namelijk op artikel 20;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, namelijk op artikel 24;

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, namelijk op artikel 24;

Gelet op de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, namelijk op artikel 19, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 April 1952 tot vaststelling van de leeftijdsgrens der reserveofficieren der krijgsmacht;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 30 Mei 1953 betreffende de krachtens de wet van 10 April 1953 tot de graad aangestelde officier, namelijk op artikel 9;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Een eregraad kan worden verleend aan de officier van het actief kader of van het aanvullingskader die wegens het bereiken van de leeftijdsgrens tot het rustpensioen is toegelaten of die wegens lichamelijke ongeschiktheid opgehouden heeft van het kader deel uit te maken, indien hij daarom verzoekt en volgende voorwaarden vervult :

1° zich waardig hebben getoond deze graad te verkrijgen;

2° in de laatste activiteitsgraad werkelijk de minimumdiensttijd volbracht hebben, die krachtens de wetten op de stand en de bevordering van de officieren nodig is om tot de onmiddellijke hogere graad te kunnen worden bevorderd. De tijd doorgebracht in de hoedanigheid van tot een graad aangesteld officier wordt niet medegerekend voor de toekenning van een eregraad boven de graad welke bij aanstelling is toegekend;

.../...

3° ten opzichte van de officieren van het actief kader van zijn wapen, dienst of categorie, de vereiste anciënniteit hebben;

4° de voor de officieren van zijn graad in de reservekaders bepaalde grensleeftijd bereikt hebben.

Artikel 2.-

De overgang naar de onderverdeling van ere-kapitein-commandant, ere-eerste-kapitein, ere-luitenant ter zee 1ste klasse of ere-luitenant-technicus 1ste klasse kan toegestaan worden aan de kapitein, aan de luitenant ter zee of aan de luitenant-technicus die daarom verzoekt en die de bij artikel 1, 1°, 3° en 4°, gestelde voorwaarden vervult.

Artikel 3.-

Een eregraad wordt slechts verleend indien deze graad bij de besluiten genomen ter uitvoering van de wetten tot vaststelling van het kader der officieren in werkelijke dienst bepaald is voor het wapen, de dienst, de categorie of het kader, waartoe de betrokkene behoorde op het tijdstip waarop hij het actief kader of het aanvullingskader heeft verlaten.

Echter kan de graad van ere-majoor worden verleend aan de kapiteins van administratie van de landmacht en de graad van ere-luitenant-kolonel aan de gewezen majoors die, wegens lichamelijke ongeschiktheid ingevolge oorlogsverwondingen, overgegaan zijn naar het kader van de officieren-secretaris, voor zover zij aan de in artikel 1 gestelde voorwaarden voldoen.

.../...

Artikel 4.-

Een officier mag slechts eenmaal tot een eregraad bevorderd worden.

Artikel 5.-

De officieren van het actief kader, de officieren van het aanvullingskader, de hulpofficieren en de reserveofficieren die ophouden van de krijgsmacht deel uit te maken, kunnen gemachtigd worden de eretitel van hun laatste graad te voeren, indien zij daarom verzoeken en indien zij zich zulks waardig hebben getoond.

Artikel 6.-

De officier die titularis van een eregraad is of de eretitel van zijn laatste graad voert, mag er geen melding van maken zonder het karakter van die graad aan te duiden.

Behoudens toelating van de Minister van Landsverdediging mag hij van die graad geen melding maken in publicaties, noch in de uitoefening van werkzaamheden van politieke of commerciële aard.

Artikel 7.-

Bij officiële plechtigheden nemen de officieren eershalve en de ereofficieren rang na de officieren in werkelijke dienst en de reserveofficieren en na de gepensioneerde officieren met dezelfde graad.

.../...

De voorrang onder officieren eershalve en ereofficieren van dezelfde graad is vastgesteld als volgt :

-officieren eershalve van het actief kader;
-officieren eershalve van het aanvullingskader;
-hulpofficieren eershalve;
-reserveofficieren eershalve;
-ereofficieren van het actief kader;
-ereofficieren van het aanvullingskader;
-erehulpofficieren;
-erereserveofficieren.

De voorrang onder gepensioneerde officieren, officieren eershalve en ereofficieren van dezelfde graad en dezelfde categorie wordt bepaald door hun anciënniteit in de laatste activiteitsgraad.

In geval van gelijkheid van anciënniteit in de graad wordt rekening gehouden met de anciënniteit in de onmiddellijk lagere graad.

Artikel 8.-

De eregraad en de machtiging tot het voeren van de eretitel kunnen, op voorstel van de Minister van Landsverdediging, door Ons ontnomen worden aan de officier die zich niet meer waardig mocht tonen hen te voeren of die zich niet naar artikel 6 mocht gedragen.

Artikel 9.-

Opgeheven worden :

1° artikel 30 van het koninklijk besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de staat en de stand der reserveofficieren;

.../...

2° het besluit van de Regent van 7 December 1946 betreffende de eregraad van de officieren van het leger, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 27 Januari 1947, 16 October 1947 en 9 Juli 1949.

Artikel 10.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Echter blijft het besluit van de Regent van 7 December 1946 toepasselijk op de aanvragen tot het bekomen van de eregraad, ingediend vóór de bekendmaking van het tegenwoordige besluit in het Belgisch Staatsblad en waarover nog geen uitspraak mocht zijn gedaan.

Artikel 11.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
A. MAST, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,
F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN,
J. CYPRES, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter,
A. MAST, G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
F. DUCHENE, Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,
J. CYPRES, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1953.

De 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,

Le Greffier adjoint,

Voor de Griffier van de Raad van State,

De Adjunct-Griffier,